

RENCONTRE GAÏD SALAH-LOUISA HANOUNE

Le PT fait son compte-rendu

De retour de chez le vice-ministre de la Défense et chef d'état-major de l'armée, la SG du Parti des travailleurs (PT), M^{me} Louisa Hanoune, a rassuré sur l'unité des troupes et l'esprit de corps qui anime ses hommes.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le message porté par la candidate aux présidentielles du 17 avril prochain se veut plutôt un démenti aux affirmations du général Hocine Benhadid, présentant Ahmed Gaïd Salah comme un personnage peu crédible et qui ne dispose d'aucune autorité sur ses officiers.

Un «constat» plus déstabilisant que l'«évaluation» faite par Saâdani pour l'action du Département du renseignement et de la sécurité.

Le chef d'état-major de l'armée a choisi donc ce contexte politique délétère pour daigner recevoir l'inamovible leader du Parti des travailleurs qui lui a demandé audience dès sa promotion en septembre

2013 au rang de vice-ministre de la Défense. Reçue jeudi dernier au siège du MDN, Louisa Hanoune a publié hier un communiqué de presse pour informer de la teneur de cette entrevue.

«Le général de corps d'armée Gaïd Salah a rappelé le propos du président de la République qui révulse toute atteinte à l'unité de l'Armée nationale populaire et qui instruit ne pas l'impliquer dans les présidentielles», peut-on lire dans le communiqué.

La patronne du PT a également mis en valeur la vision partagée avec l'état-major de l'armée quant à la situation régionale porteuse de dangers et ses extrapolations sur le pays avec tout ce que cela



Gaïd Salah.



Louisa Hanoune.

suppose, y compris l'intervention étrangère. «Le général de corps d'armée Gaïd Salah a affirmé que l'ANP défendra sans relâche le territoire national, la souveraineté du

pays sans pour autant outrepasser nos frontières et ne participera dans aucun conflit armé à l'étranger. De même qu'il a réitéré le rejet de l'Etat algérien de l'installation de toute base militaire étrangère sur le territoire national», a indiqué le même communiqué.

Les discussions avec Gaïd Salah ont touché également à ce que le communiqué qualifie de «crise préfabriquée» de Ghardaïa et ce qu'«elle reflète de manœuvres internes et externes

visant le fondement de la nation.» «L'Etat doit régler cette crise par les moyens qu'exige la situation», a-t-on insisté.

En ce qui concerne les élections présidentielles, Gaïd Salah a noté, selon le communiqué, que «l'armée est prête pour sécuriser l'évènement et que ses éléments s'acquitteront de leur devoir comme tous les autres citoyens», soulignant que «l'ANP n'intervient pas dans les affaires politiques».

L. H.

La garde communale intégrée dans l'ANP

Le communiqué du PT diffusé hier pour informer de la teneur de l'entrevue qu'a eue la SG du PT, M^{me} Hanoune avec le vice-ministre de la Défense, Ahmed Gaïd Salah, a indiqué que la garde communale est dissoute et ses éléments intégrés au sein de l'ANP et bénéficiera des mêmes droits et devoirs des militaires.

La SG du PT, citant Gaïd Salah, a également rassuré les retraités de l'armée et autres victimes du terrorisme que «la prise en charge de leurs problèmes socioprofessionnels est en cours».

L. H.

TOUT EN BLANCHISSANT SAÏD BOUTEFLIKA

Amara Benyounès accable Saâdani

A entendre le président du Mouvement populaire algérien, les sorties médiatiques d'Amar Saâdani n'obéissent à aucun ordre émanant d'une sphère au pouvoir. Amara Benyounès qui estime qu'«on n'a que trop diabolisé Saïd Bouteflika», considère par ailleurs, que le SG du FLN s'attaque au patron du DRS, Toufik Mediène, pour conserver son poste face au mouvement de redressement que connaît le parti.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le président du MPA, est catégorique : «Amar Saâdani est seul responsable de ses propos». Amara Benyounès, invité du quotidien arabophone *Echourouk*, a assimilé hier, dans les colonnes du même journal, le patron du FLN, à «un naufragé qui tente de s'accrocher à une bouée de sauvetage ». C'est parce que l'eau prend de toute part la maison FLN, déduit l'homme fraîchement mis à la tête du secteur de l'industrie, que Amar Saâdani s'aventure à tirer sa dernière

cartouche sur le chef du DRS, Toufik Mediène. Il considère, à cet effet, et dans des propos très clairs que «les accusations portées par Amar Saâdani contre le général Toufik, le présentant comme l'architecte du mouvement de redressement au sein du FLN, ne reflète que l'échec du SG contesté à unir les rangs du parti». Il glisse, d'ailleurs, cette phrase intrigante : «Saâdani est l'enfant du système, qu'il nous parle alors, comment il a rejoint le FLN, quel chemin a-t-il pris et quelle influence a-t-il pour être arrivé

à la tête de ce parti».

Amara Benyounès, qui semble bien au fait du parcours politique de Saâdani ainsi que des motivations de son acharnement contre le patron du DRS, fait toutefois, l'économie des mots lorsqu'il s'agit de savoir qui l'a porté au sommet du plus vieux parti politique du pays. Chose certaine, soutient-il : «Ni Bouteflika, ni son frère Saïd ne sont derrière lui, encore moins l'ont chargé de s'attaquer au département du renseignement».

A entendre Amara Benyounès, il y a, décidément, une troisième force qui agit et manipule Saâdani, puisqu'il persiste et signe «qu'il n'y a aucun conflit entre la Présidence et l'institution militaire». Il va encore plus loin et certifie que «les attaques du SG du FLN contre les services de renseignements et leur chef le général Toufik, visent réellement la personne d'Abdelaziz Bouteflika».

Par ailleurs, et afin de conforter l'innocence de Saïd Bouteflika dans le tsunami Saâdani qui submerge depuis quelque temps le pays et ses institutions, il jure, et par trois fois, n'avoir personnellement jamais reçu un ordre du frère du Président. «On diabolise Saïd pour affaiblir le Président», argumente-t-il. Mais la question qui reste ouverte dans ce cas : qui diabolise Saïd et qui instrumentalise Saâdani puisque le patron du MPA présente Abdelaziz Bouteflika et Toufik Mediène sous une irréprochable entente.

En attendant les prochains jours, dont le développement des événements pourra apporter une réponse, Amara Benyounès semble au moins convaincu d'une chose : «Chakib Khelil est une compétence... et nul ne peut garantir l'intégrité des personnes».

M. M.

ABDELMALEK SELLAL À PARTIR DE MILA :

«Les intentions du gouvernement et du Président Bouteflika sont très claires»

Le discours de Abdelmalek Sellal prend des accents d'une campagne ouverte pour le quatrième mandat pour Abdelaziz Bouteflika. Hier à partir de la wilaya de Mila, où il était en visite, il clamera ouvertement : «Nous sommes déterminés à poursuivre notre politique d'édification, entamée il y a de cela quinze ans (...) Car nous sommes convaincus que nous sommes sur la bonne voie.» Lors de sa rencontre «rituelle» avec les représentants de la «société civile» de la wilaya, le Premier ministre avait d'ailleurs attaqué d'emblée le vif du sujet.

De notre envoyé spécial
à Mila, Kamel Amarni

«Nous remercions Dieu pour ce don que sont la stabilité et la paix dont nous jouissons aujourd'hui. Vous-mêmes ici à Mila, tout comme partout ailleurs en Algérie, vous vous rappelez certainement tous le long tunnel noir que nous avons traversé. Une période sombre que nous avons toutefois dépassée grâce à la politique de

réconciliation du Président Bouteflika.» Comme dans un vrai meeting électoral, Sellal lancera : «N'oubliez jamais les années noires ! N'oubliez pas non plus ces dernières quinze années d'édification, de réalisations (...) Il est illogique, insensé, voire inacceptable de ne pas reconnaître toutes les réalisations acquises par l'Algérie ces quinze dernières années.»

Sellal, qui se trouvait sur les terres de Abdelhafid Boussouf, le

fondateur des services algériens et à la mémoire duquel il inaugurerait la matinée même une stèle imposante au cœur de la ville, n'a pas manqué d'évoquer, indirectement, la polémique provoquée par Amar Saâdani. «Nous sommes à la veille d'élections.

Chacun est libre de se positionner ou de choisir qui il veut. On peut diverger politiquement mais il y a des lignes rouges à ne pas franchir. Quelles que puissent être nos divergences, nul n'a le droit de franchir ces lignes-là ou de mettre en jeu les acquis du pays.» A quelques mots près, Sellal ne faisait là, que reprendre le dernier message de Abdelaziz Bouteflika.

Pour Sellal, «il est hors de question de revenir aux années de braises». Il insistera sur la «stabilité» comme à ses habitudes, Sellal,

sûr de lui, lancera : «Je le dis clairement à tous ceux qui rêvent ou font la promotion d'un prétendu printemps arabe chez nous que, chaque jour pour l'Algérie sera, au contraire, un vrai printemps.»

Pour le Premier ministre, les choses sont bien claires : «Les intentions de ce gouvernement et celles du Président Bouteflika sont très claires. Nous allons poursuivre notre politique d'édification dans tous les domaines.» Il citera comme exemple, la politique du logement.

«L'Algérie est, et demeurera, une démocratie sociale. Nous allons poursuivre notre chemin, avec détermination vers le progrès et la modernité.» Outre, énumérera-t-il, l'investissement dans «le savoir et l'université, nous allons encore réduire notre dépendance

aux hydrocarbures». Au plan politique, Sellal annoncera avec la même «assurance» : «Nous allons poursuivre les réformes politiques en consolidant, notamment, la liberté d'expression, en renforçant la presse publique et privée et l'ouverture du camp audiovisuel et d'autres réformes politiques encore comme celle inhérente à la justice qui reste, elle, un grand chantier.»

A quelques jours seulement du lancement officiel de la campagne électorale proprement dite, les propos du Premier ministre, par ailleurs président de la Commission nationale de préparation des élections présidentielles, laissent vraiment peu de place au suspense, quant à l'issue du scrutin du 17 avril.

K. A.